



## Message 2020-DSJ-13

26 janvier 2021

### du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi sur l'abandon du certificat de bonnes mœurs dans la législation fribourgeoise

#### 1. Le contexte

Par question déposée le 21 décembre 2017 (2017-CE-309), le député Emanuel Waeber a demandé au Conseil d'Etat de fournir des informations sur la pratique des communes s'agissant de la délivrance de certificats de bonnes mœurs (ci-après: certificat). Il a également prié ce dernier de se déterminer sur la possibilité de supprimer l'exigence de fournir un certificat de la législation fribourgeoise au profit de l'extrait du casier judiciaire et du registre des poursuites.

Pour répondre à cette question, la Direction de la sécurité et de la justice a consulté les offices des poursuites des sept districts et l'Autorité cantonale de la transparence et de la protection des données afin de connaître leur avis sur la question. Les réponses révèlent que la pratique en matière de délivrance du certificat de mœurs diffère d'une commune à l'autre. Dès lors, le Conseil d'Etat propose de remplacer le certificat de mœurs, selon les circonstances, par l'extrait du casier judiciaire, par l'attestation de non-poursuite, par l'attestation d'absence d'acte de défaut de biens ou par l'attestation de domicile.

#### 2. Nécessité de la modification

Certaines communes se basent sur le casier judiciaire afin d'évaluer l'opportunité de la délivrance; d'autres étendent l'examen à des données qui sont en leur possession, à savoir, par exemple, des plaintes de citoyens ou de citoyennes ou des arriérés d'impôts. Pour d'autres communes encore, le certificat consiste uniquement en une attestation de domicile.

Cette divergence pose ainsi le problème de la collecte et de l'utilisation des données par les communes lorsqu'elles servent un autre but que celui de délivrer ledit certificat. En effet, selon le principe de la finalité, les données personnelles ne peuvent être traitées que dans le but pour lequel elles ont été collectées ou dans un but qui, selon les règles de la bonne foi, est compatible avec lui. Or, parfois tel n'est pas le cas, par exemple, lorsque les communes se basent sur les données concernant les impôts pour prendre leur décision au sujet de la délivrance du certificat.

Par conséquent, l'abandon de la production de ces certificats, non seulement, déchargerait les communes, mais éviterait aussi la collecte d'informations, parfois peu transparentes, et la création de «fichiers clandestins». Enfin, l'inexistence d'une pratique cantonale uniforme en matière de délivrance du certificat de mœurs peut amener à des inégalités de traitement des requérants ou requérantes suivant les communes concernées.

L'avant-projet a été mis en consultation du 1<sup>er</sup> septembre 2020 au 31 octobre 2020. De manière générale, les entités consultées ont favorablement accueilli les modifications envisagées. En particulier, l'Association des Communes Fribourgeoises a salué la suppression du certificat de bonnes mœurs de la législation fribourgeoise.

Le Service de législation (SLeg) a mentionné de son côté que les documents mis en consultation se référaient uniquement aux notions de «bonnes mœurs» et de «certificats de mœurs». Pour désigner cette réalité, la législation cantonale utilisait pourtant aussi les termes de «bonne réputation», «activité irréprochable» ou «exercice irréprochable». Leur constatation passait probablement jusqu'à ce jour par la délivrance d'un certificat de bonnes mœurs. Si tel était bien le cas, les actes concernés devaient également être adaptés. A défaut, comme la compétence de délivrer le certificat de mœurs prévue dans la loi sur les communes était supprimée, il n'y aurait plus d'autorité pour le faire. Par ailleurs, le SLeg a relevé que si le droit fédéral imposait la présentation d'un certificat de bonnes mœurs dans certaines situations, il était douteux que le canton puisse le supprimer de sa législation.

Les remarques du SLeg relatives aux lois qu'il a mentionnées ont été écartées pour les raisons suivantes:

- a) Le droit de cité fribourgeois peut être accordé à la personne étrangère notamment si elle jouit d'une bonne réputation (article 7 al. 1 let. f de la loi sur le droit de cité fribourgeois [LDCF; RSF 114.1.1]) et si elle remplit tous les critères d'intégration (article 7 al. 1 let. g LDCF). Un des critères d'intégration consiste en l'observation de règles de comportement permettant une vie en société sans conflit (article 8 al. 2 let. b LDCF). Ces dispositions ne prévoient pas expressément la production d'un certificat de bonnes mœurs. Dans la pratique, les autorités

compétentes en cette matière n'exigent du reste pas la production d'un tel certificat. Ces dispositions n'ont donc pas à être modifiées.

- b) Selon l'article 20 al. 2 de la loi sur la Banque cantonale de Fribourg (LBCF; RSF 961.1), les membres du conseil d'administration doivent jouir d'une bonne réputation et présenter toute garantie d'une activité irréprochable. Cette disposition ne prévoit pas expressément la production d'un certificat de bonnes mœurs. Elle reprend pour ainsi dire la teneur de l'article 3 al. 2 let. c de la loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne (LB; RS 952.0), qui ne prévoit pas non plus la production d'un tel certificat. En application de cette disposition, la FINMA accorde à une banque l'autorisation de commencer à exercer son activité notamment lorsque les personnes chargées de l'administrer et de la gérer jouissent d'une bonne réputation et présentent toutes garanties d'une activité irréprochable. L'article 20 al. 2 LBCF n'a donc pas à être modifié.
- c) Pour être engagé comme agent de police, il faut notamment jouir d'une bonne réputation (article 17 al. 1 de la loi sur la Police cantonale [LPol; RSF 551.1]). Cette disposition ne prévoit pas expressément la production d'un certificat de bonnes mœurs. Dans la pratique, le candidat ou la candidate produit d'ailleurs un extrait du casier judiciaire, un extrait de l'Office des poursuites et de l'Office cantonal des faillites, mais pas de certificat de bonnes mœurs. Cette disposition n'a donc pas à être modifiée.
- d) Aux termes de l'article 19 al. 4 de la loi sur la détention des chiens (LDCh; RSF 725.3), le Service délivre une autorisation si la personne qui en fait la demande jouit en particulier d'une bonne réputation. Selon l'article 10 al. 2 du règlement sur la détention des chiens (RDCh; RSF 725.31), est censée jouir d'une bonne réputation la personne dont le casier judiciaire ne révèle pas la commission, dans les dix ans précédant la demande, d'une ou plusieurs infractions démontrant un mépris de l'ordre juridique suisse ou de l'intégrité physique d'autres personnes. La bonne réputation n'est ainsi pas démontrée par la production d'un certificat de mœurs. L'article 19 al. 4 LDCh n'a donc pas à être modifié.
- e) En vertu de l'article 5 al. 2 let. d de la loi sur les institutions spécialisées et les familles d'accueil professionnelles (LIFAP; RSF 834.1.2), l'autorisation d'exploiter est accordée en particulier si l'institution est dirigée par des personnes qui présentent les garanties nécessaires à un exercice irréprochable de leur profession. Aux termes de l'article 12 al. 1 let. c du Règlement sur les institutions spécialisées et les familles d'accueil professionnelles (RIFAP; RSF 834.1.21), – lequel précise les exigences mentionnées à l'article 5 de la loi – doit être joint à la demande d'autorisation notamment un document attestant qu'un extrait spécial du casier judiciaire, au sens de l'article 371a

du code pénal suisse, ou, pour les ressortissants et ressortissantes étrangers, un document équivalent, est requis de l'ensemble du personnel afin de vérifier son aptitude à travailler avec les bénéficiaires de prestations de l'institution. La preuve que la personne présente les garanties nécessaires à un exercice irréprochable de la profession est ainsi apportée par la production d'un extrait spécial du casier judiciaire. La bonne réputation n'est ainsi pas démontrée par la production d'un certificat de mœurs. L'article 5 al. 2 let. d LIFAP n'a donc pas à être modifié.

- f) A teneur de l'article 80 al. 1 let. c de la loi sur la santé (LSan; RSF 821.0.1), l'autorisation de pratiquer est délivrée aux professionnels de la santé qui notamment sont dignes de confiance et présentent, tant physiquement que psychiquement, les garanties nécessaires à un exercice irréprochable de la profession. Cette disposition ne prévoit pas la production d'un certificat de bonnes mœurs. Ces professionnels n'ont d'ailleurs pas à fournir un tel certificat. Ils démontrent qu'ils remplissent l'exigence d'exercice irréprochable de la profession en fournissant notamment un extrait du casier judiciaire. La disposition précitée n'a donc pas à être modifiée.
- g) Conformément à l'article 13 al. 1 let. c de la loi sur la personne en situation de handicap (LPSH; RSF 10.4), l'autorisation est délivrée aux professionnels qui présentent les garanties nécessaires à un exercice irréprochable de la profession. Cette disposition ne prévoit pas la production d'un certificat de bonnes mœurs. Ces professionnels n'ont d'ailleurs pas à fournir un tel certificat. Ils prouvent qu'ils remplissent l'exigence susmentionnée en fournissant notamment un extrait du casier judiciaire. La disposition précitée n'a donc pas à être modifiée.

### **3. Commentaires d'articles**

#### **3.1. Loi sur les communes**

L'avant-projet vise à abandonner le certificat de bonnes mœurs dans la législation cantonale. L'article 60 al. 3 de la loi sur les communes (RSF 140.1) tel que proposé par ce projet ne supprime pas la compétence de la commune de délivrer, de manière générale, des certificats. Les certificats de bonnes mœurs imposés par la législation fédérale pourront toujours être délivrés sur la base de l'article 60 al. 3 de la loi sur les communes. A cet égard, il n'est pas sans intérêt de relever qu'au niveau fédéral, seule l'ordonnance sur les trolleybus (RS 744.211) prévoit expressément la production d'un certificat de bonnes mœurs.

### **3.2. Loi sur le notariat**

Afin d'obtenir une patente de notaire, le requérant ou la requérante doit «être de bonnes mœurs» (art. 4 al. 1 let. c). En exécution de cette norme, le règlement d'exécution de la loi sur le notariat (RSF 261.11) prévoit l'obligation pour la personne concernée de produire un «certificat de mœurs» (art. 1 al. 1 let. b). Puisqu'il y a un lien direct entre la délivrance du certificat et le fait d'être de bonnes mœurs, il convient de supprimer cette exigence dans l'article 4 al. 1 let. c. A noter que le projet d'ordonnance sur l'abandon du certificat de bonnes mœurs dans la législation fribourgeoise, qui sera adopté par le Conseil d'Etat après l'adoption du présent projet de loi, prévoit de supprimer l'exigence de fournir un «certificat de mœurs» du règlement susmentionné, la preuve de la bonne réputation du requérant ou de la requérante de la patente de notaire étant apportée par la production d'un extrait du casier judiciaire, d'un extrait des registres de l'Office des poursuites et de l'Office cantonal des faillites ainsi que d'une attestation de domicile.

### **4. Incidences du projet**

La mise en œuvre de cette révision n'aura aucune incidence financière ou en personnel, si ce n'est un certain allègement des tâches incombant aux administrations communales. Le projet n'influence pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes, n'a pas d'effets sur le développement durable et ne soulève pas de difficulté s'agissant de sa conformité au droit fédéral et de sa compatibilité avec le droit européen.

---



## Botschaft 2020-DSJ-13

26. Januar 2021

# des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf des Gesetzes über die Streichung des Leumundszeugnisses aus der Freiburger Gesetzgebung

## 1. Kontext

Mit einer am 21. Dezember 2017 (2017-CE-309) eingereichten Anfrage ersuchte Grossrat Emanuel Waeber den Staatsrat darum, Informationen über die Praxis der Gemeinden in Bezug auf das Vorlegen von Leumundszeugnissen vorzulegen. Zudem bat er ihn darum, sich zu der Möglichkeit zu äussern, die Leumundszeugnispflicht aus der Freiburger Gesetzgebung zu streichen und stattdessen Auszüge aus dem Strafregister und dem Betreibungsregister zu verlangen.

Um diese Frage zu beantworten, bat die Sicherheits- und Justizdirektion die Betreibungsämter der sieben Bezirke und die kantonale Behörde für Öffentlichkeit und Datenschutz um eine Stellungnahme. Ihre Antworten zeigen, dass sich die Praxis bei der Ausstellung von Leumundszeugnissen von Gemeinde zu Gemeinde unterscheidet. Der Staatsrat schlägt deshalb vor, das Leumundszeugnis je nachdem durch einen Auszug aus dem Strafregister, eine Bescheinigung über das Nicht-Vorliegen von Betreibungen, eine Bescheinigung über das Nicht-Vorliegen von Verlustscheinen oder durch eine Wohnsitzbestätigung zu ersetzen.

## 2. Notwendigkeit der Änderung

Manche Gemeinden stützen sich bei der Frage nach dem Leumund auf das Strafregister. Andere prüfen auch die ihnen vorliegenden Daten, wie zum Beispiel Klagen von Einwohnerinnen und Einwohnern oder Steuerrückstände. Bei wieder anderen Gemeinden besteht das Leumundszeugnis lediglich in einer Wohnsitzbestätigung.

Diese unterschiedliche Handhabung ist problematisch, wenn die Gemeinden die gesammelten Daten zu einem anderen Zweck verwenden als nur für die Ausstellung des Leumundszeugnisses. Gemäss dem Grundsatz der Zweckbindung dürfen Personendaten nur zu dem Zweck bearbeitet werden, für den sie beschafft wurden, oder zu einem Zweck, der mit diesem nach Treu und Glauben vereinbar ist. Doch dies ist manchmal nicht der Fall, zum Beispiel wenn sich die Gemeinden bei ihrem Entscheid über die Ausstellung eines Leumundszeugnisses auf Steuerdaten stützen.

Die Aufhebung der Pflicht zur Vorlage von Leumundszeugnissen würde deshalb nicht nur die Gemeinden entlasten, sondern auch das – zuweilen wenig transparente – Sammeln von Daten und die Eröffnung von Akten ohne Daseinsberechtigung verhindern. Die Tatsache, dass es keine einheitliche kantonale Praxis für die Ausstellung von Leumundszeugnissen gibt, kann zudem zu einer Ungleichbehandlung von Antragstellenden durch die Gemeinden führen.

Der Vorentwurf wurde von 1. September 2020 bis 31. Oktober 2020 in Vernehmlassung gegeben. Die geplanten Änderungen wurden von den angehörten Stellen mehrheitlich positiv aufgenommen. Insbesondere der Freiburger Gemeindeverband begrüsst die Streichung des Leumundszeugnisses aus der Freiburger Gesetzgebung.

Das Amt für Gesetzgebung (GeGa) wies darauf hin, dass sich die in Vernehmlassung geschickten Unterlagen lediglich auf die Begriffe «Leumund» und «Leumundszeugnisse» bezogen. In der kantonalen Gesetzgebung würden jedoch im selben Zusammenhang auch die Begriffe «gut beleumdet sein», «guter Ruf», «einwandfreie Geschäftstätigkeit» oder «einwandfreie Berufsausübung» verwendet. Bisher sei der entsprechende Beleg wahrscheinlich mit einem Leumundszeugnis erbracht worden. Wenn dies zutreffe, müssten die betroffenen Erlasse ebenfalls angepasst werden. Denn wenn die Kompetenz zur Ausstellung von Leumundszeugnissen, die im Gesetz über die Gemeinden vorgesehen ist, gestrichen werde, gebe es keine Behörde mehr, die dafür zuständig wäre. Ausserdem wies das GeGa darauf hin, dass das Bundesrecht in bestimmten Situationen ein Leumundszeugnis verlange und es deshalb fraglich sei, ob der Kanton dieses aus seiner Gesetzgebung streichen könne.

Die Einwände des GeGa bezüglich der von ihm genannten Gesetzen wurden aus den folgenden Gründen verworfen:

- a) Das freiburgische Bürgerrecht kann einer ausländischen Person verliehen werden, wenn sie unter anderem einen guten Ruf genießt (Art. 7 Abs. 1 Bst. f des Gesetzes über das freiburgische Bürgerrecht [BRG; SGF 114.1.1]) und sie alle Integrationskriterien erfüllt (Art. 7 Abs. 1 Bst. g BRG). Ein Integrationskriterium besteht in der Beachtung der für das friedliche Zusammenleben in der Gesellschaft elementaren Verhaltensregeln (Art. 8 Abs. 2 Bst. b

BRG). Diese Bestimmungen sehen nicht ausdrücklich die Einreichung eines Leumundszeugnisses vor. Im Übrigen verlangen die in diesem Bereich zuständigen Behörden kein Leumundszeugnis. Die Bestimmungen müssen daher nicht geändert werden.

- b) Gemäss Artikel 20 Abs. 2 des Gesetzes über die Freiburger Kantonalbank (FKBG; SGF 961.1) müssen die Verwaltungsratsmitglieder einen guten Ruf geniessen und Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit bieten. Diese Bestimmung sieht nicht ausdrücklich die Einreichung eines Leumundszeugnisses vor. Sie gibt den Wortlaut von Artikel 3 Abs. 2 Bst. c des Bundesgesetzes über die Banken und Sparkassen (BankG; SR 952.0) wieder, der ebenfalls kein solches Zeugnis verlangt. Gemäss dieser Bestimmung erteilt die FINMA einer Bank die Bewilligung zur Aufnahme der Geschäftstätigkeit unter anderem, wenn die mit der Verwaltung und Geschäftsführung der Bank betrauten Personen einen guten Ruf geniessen und Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit bieten. Artikel 20 Abs. 2 BankG braucht deshalb nicht geändert zu werden.
- c) Als Polizeibeamtin oder Polizeibeamter kann angestellt werden, wer unter anderem einen guten Leumund hat (Artikel 17 Abs. 1 des Gesetzes über die Kantonspolizei [PolG; SGF 551.1]). Diese Bestimmung sieht nicht ausdrücklich die Einreichung eines Leumundszeugnisses vor. In der Praxis legen die Bewerberinnen und Bewerber im Übrigen einen Strafregisterauszug sowie einen Betreibungs- und Konkursregisterauszug vor, aber kein Leumundszeugnis. Daher braucht die Bestimmung nicht geändert zu werden.
- d) Gemäss Artikel 19 Abs. 4 des Gesetzes über die Hundehaltung (HHG; SGF 725.3) erteilt das Amt die Bewilligung, wenn die Gesuchstellerin oder der Gesuchsteller insbesondere über einen einwandfreien Leumund verfügt. Gemäss Artikel 10 Abs. 2 des Reglements über die Hundehaltung (HHR; SGF 725.31) verfügt über einen einwandfreien Leumund, wer einen Auszug aus dem Strafregister vorweisen kann, der für die letzten 10 Jahre vor Einreichen des Gesuchs keinen Hinweis auf eine Missachtung der schweizerischen Rechtsordnung oder auf einen Verstoss gegen die körperliche Unversehrtheit anderer Personen enthält. Der einwandfreie Leumund wird demnach nicht mit einem Leumundszeugnis belegt. Artikel 19 Abs. 4 HHG braucht deshalb nicht geändert zu werden.
- e) Gemäss Artikel 5 Abs. 2 Bst. d des Gesetzes über die sonder- und sozialpädagogischen Institutionen und die professionellen Pflegefamilien (SIPG; SGF 834.1.2) wird die Betriebsbewilligung unter anderem erteilt, wenn die Institution von Personen, die über eine entsprechende Ausbildung und über ausreichende Erfahrung verfügen und

Gewähr für eine einwandfreie Berufsausübung bieten, geleitet wird. Gemäss Artikel 12 Abs. 1 Bst. c des Reglements über die sonder- und sozialpädagogischen Institutionen und die professionellen Pflegefamilien (SIPR; SGF 834.1.21), in dem die Anforderungen nach Artikel 5 des Gesetzes ausgeführt werden, ist dem Bewilligungsgesuch unter anderem ein Dokument beizulegen, das bestätigt, dass vom gesamten Personal ein Sonderprivatauszug aus dem Strafregister gemäss Artikel 371a des Schweizerischen Strafgesetzbuchs eingefordert wurde (ausländische Staatsangehörige: gleichwertiges Dokument), um zu prüfen, ob es für die Arbeit mit den Leistungsempfängerinnen und -empfängern der Institution geeignet ist. Der Nachweis, dass eine Person Gewähr für eine einwandfreie Berufsausübung bietet, wird also durch die Vorlage eines Sonderprivatauszugs erbracht. Der einwandfreie Leumund wird demnach nicht mit einem Leumundszeugnis belegt. Artikel 5 Abs. 2 SIPG braucht deshalb nicht geändert zu werden.

- f) Gemäss Artikel 80 Abs. 1 Bst. c des Gesundheitsgesetzes (GesG; SGF 821.0.1) wird die Berufsausübungsbewilligung Gesundheitsfachpersonen erteilt, die unter anderem vertrauenswürdig sind, sowie physisch und psychisch Gewähr für eine einwandfreie Berufsausübung bieten. Die Bestimmung sieht kein Leumundszeugnis vor. Die Fachleute müssen im Übrigen auch kein entsprechendes Zeugnis vorlegen. Den Beleg dafür, dass sie die Anforderung einer einwandfreien Berufsausübung erfüllen, erbringen sie unter anderem mit einem Strafregisterauszug. Daher braucht die vorgenannte Bestimmung nicht geändert zu werden.
- g) Gemäss Artikel 13 Abs. 1 Bst. c des Gesetzes über Menschen mit Behinderungen (BehG; SGF 10.4) wird die Bewilligung Fachpersonen erteilt, die die nötige Gewähr für eine einwandfreie Ausübung des Berufs bieten. Die Bestimmung sieht kein Leumundszeugnis vor. Die Fachleute müssen im Übrigen auch kein entsprechendes Zeugnis vorlegen. Den Beleg dafür, dass sie die obgenannte Anforderung erfüllen, erbringen sie unter anderem mit einem Strafregisterauszug. Daher braucht die vorgenannte Bestimmung nicht geändert zu werden.

### **3. Kommentar zu den einzelnen Artikeln**

#### **3.1. Gesetz über die Gemeinden**

Mit dem Vorentwurf soll das Leumundszeugnis aus der kantonalen Gesetzgebung gestrichen werden. Mit dem vorgeschlagenen neuen Wortlaut von Artikel 60 Abs. 3 des Gesetzes über die Gemeinden (GG; SGF 140.1) wird die Kompetenz der Gemeinden zur Ausstellung von Leumundszeugnissen nicht generell aufgehoben. Die bundesrechtlich vorgeschriebenen Leumundszeugnisse können weiterhin

auf der Grundlage von Artikel 60 Abs. 3 GG ausgestellt werden. In diesem Zusammenhang ist es interessant, dass auf bundesrechtlicher Ebene einzig die Trolleybus-Verordnung (SR 744.211) ausdrücklich die Einreichung eines Leumundszeugnisses vorsieht.

### **3.2. Gesetz über das Notariat**

Um ein Notariatspatent zu erhalten, muss die Bewerberin oder der Bewerber «einen guten Leumund besitzen» (Art. 4 Abs. 1 Bst. c). Das Ausführungsreglement zum Notariatsgesetz (SGF 261.11) sieht vor, dass die betreffenden Personen zur Erfüllung dieser Norm ein «Leumundszeugnis» vorlegen müssen (Art. 1 Abs. 1 Bst. b). Da zwischen dem Vorlegen des Leumundszeugnisses und der Tatsache, über einen guten Leumund zu verfügen, ein direkter Zusammenhang besteht, ist diese Anforderung aus Artikel 4 Abs. 1 Bst. c zu streichen. Der Entwurf der Verordnung über die Streichung des Leumundszeugnisses aus der Freiburger Gesetzgebung sieht vor, die Pflicht zur Einreichung eines «Leumundszeugnisses» aus dem eingangs erwähnten Reglement zu streichen, da der Nachweis für den guten Ruf der Person, die sich um ein Notariatspatent bewirbt, mit einem Strafregisterauszug, mit einem Betreibungs- und Konkursregisterauszug und mit einer Wohnsitzbestätigung erbracht wird. Der Staatsrat wird die Verordnung nach der Verabschiedung des vorliegenden Gesetzentwurfs wird der Staatsrat verabschieden.

## **4. Auswirkungen des Entwurfs**

Die Umsetzung dieser Revision hat keinerlei finanzielle oder personelle Auswirkungen, abgesehen von einer Entlastung der Gemeindeverwaltungen von gewissen Aufgaben. Der Entwurf hat keine Auswirkungen auf die Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden oder auf die nachhaltige Entwicklung und ist mit dem Bundesrecht und dem europäischen Recht vereinbar.

---

**Loi sur l'abandon du certificat de bonnes mœurs  
dans la législation fribourgeoise**

du...

---

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –  
Modifié(s): **140.1** | 261.1  
Abrogé(s): –

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message 2020-DSJ-13 du Conseil d'Etat du 26 janvier 2021;  
Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

**I.**

L'acte RSF 140.1 (Loi sur les communes (LCo), du 25.9.1980) est modifié  
comme il suit:

**Art. 60 al. 3**

<sup>3</sup> Il lui incombe notamment, sous réserve des attributions de l'assemblée communale ou du conseil général:

h) (*modifié*) de délivrer les certificats prévus par la loi;

**Gesetz über die Streichung des Leumundszeugnisses  
aus der Freiburger Gesetzgebung**

vom...

---

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –  
Geändert: **140.1** | 261.1  
Aufgehoben: –

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

nach Einsicht in die Botschaft 2020-DSJ-13 des Staatsrats vom 26. Januar 2021;  
auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**I.**

Der Erlass SGF 140.1 (Gesetz über die Gemeinden (GG), vom 25.9.1980) wird  
wie folgt geändert:

**Art. 60 Abs. 3**

<sup>3</sup> Ihm stehen unter Vorbehalt der Befugnisse der Gemeindeversammlung oder des Generalrates namentlich folgende Befugnisse zu:

h) (*geändert*) Er stellt die gesetzlich vorgesehenen Bescheinigungen aus.

## II.

L'acte RSF 261.1 (Loi sur le notariat (LN), du 20.9.1967) est modifié comme il suit:

### *Art. 4 al. 1*

<sup>1</sup> Pour obtenir une patente de notaire, le requérant doit:

c) *Abrogé*

## III.

*Aucune abrogation d'actes dans cette partie.*

## IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

## II.

Der Erlass SGF 261.1 (Gesetz über das Notariat (NG), vom 20.9.1967) wird wie folgt geändert:

### *Art. 4 Abs. 1*

<sup>1</sup> Zur Erlangung des Notariatspatentes muss der Bewerber:

c) *Aufgehoben*

## III.

*Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

## IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.